

Faire peur, faire mal

La France, pays des droits de l'homme, oublie ses enfants.

Nous, militants familiaux, sommes atterrés d'assister aux graves dérives policières, dont l'une des dernières en date a envoyé le 13 avril à l'hôpital trois mineurs de 13, 14 et 17 ans. Cela nous interpelle tous, et nous inquiète car au travers de ces dérives, c'est notre démocratie qui est menacée.

La police française, en maintien de l'ordre, est devenue celle qui blesse, mutilé et tue le plus dans toute l'Europe. 30 mutilations en six mois pendant la crise des gilets jaunes, et trop de décès : un mort au barrage de Sivens, un second à Marseille en 2018 et un troisième à Nantes en 2019. L'un des deux manifestants de Sainte-Soline hospitalisés est toujours en état stationnaire dans le coma.

La police française veut « faire peur » aux manifestants, et tout particulièrement aux jeunes. Près de 900 personnes ont été interpellées et placées en garde à vue durant la deuxième quinzaine de mars, pour la plupart elles ont été relâchées à la suite de leur comparution judiciaire. Il s'agissait aussi bien de manifestants que de passants ou de touristes, et parmi eux des jeunes.

45 mineurs ont été placés en garde à vue depuis le 15 mars, indique le parquet de Paris, dans le cadre de la mobilisation contre la réforme des retraites. Les derniers en date : 4 élèves du lycée parisien Colbert, interpellés pour tentative de blocage de leur établissement le 20 avril. 3 ont été remis en liberté après une nuit en garde à vue. Après trente heures de garde à vue et un passage au Tribunal, le quatrième a recouvré la liberté le 22 avril au soir, sans qu'aucune mesure éducative n'ait été prise à son encontre, il comparaitra en juillet prochain devant un juge.

« Faire peur » passe également par des humiliations, des brutalités et des insultes, dont la fameuse brigade BRAV-M parisienne semble s'être fait une spécialité. Il s'agit aussi de procéder à des interpellations massives, ce qu'ont permis les « *nassages* », sans distinction entre manifestants paisibles et black block, générant de très nombreuses gardes à vue qui ne débouchent le plus souvent sur aucune poursuite.

« Faire peur » c'est aussi « faire mal » : la police française est beaucoup plus armée que les autres polices européennes. Nos forces de l'ordre disposent d'armes interdites pour la plupart dans les pays démocratiques, ou utilisées avec une grande parcimonie, et des situations extrêmes telles que prises d'otage ou attaques terroristes, comme les grenades à effet de souffle ou les LBD.

La conception française de la psychologie des foules, basée sur la « *loi de l'unité mentale des foules* » s'oppose aux conclusions du groupe GODIAC, qui a réuni une douzaine de pays européens pendant trois ans, pour réfléchir aux moyens d'enrayer la mécanique de la violence. Policiers et chercheurs ont ainsi lancé en 2010 un mouvement fondé sur la notion de « *désescalade* ». Les bonnes pratiques montrent leur efficacité et font école, la désescalade

gagne du terrain... Mais pas en France. Aucun responsable des forces de l'ordre ne participe aux travaux de cette instance européenne.

Il fut un temps où nous étions tous Charlie, et où, sur le parcours d'une inoubliable manifestation, réunis, rassemblés, nous embrassions les policiers... Nul ne peut ignorer le travail difficile et souvent ingrat de ces femmes et de ces hommes indispensables. Mais les difficultés du métier ne justifient ni n'excusent les dérives grandissantes dont le ministre de l'Intérieur, qui refuse d'en admettre la gravité, est le seul responsable. Plutôt que de chercher à excuser des actes condamnables, il y aurait urgence à reconsidérer la conception erronée et dépassée de la doctrine française en matière de maintien de l'ordre, et ainsi à rendre aux policiers dignité et estime de soi. Si nous n'y parvenions pas, c'est notre démocratie qui serait menacée.

Françoise Thiebault

Le 24 avril 2023